

Groupe DLSI

Etat du résultat global consolidé

chiffres en euros		2015		2014	
		du 1/1/2015 au 31/12/2015		du 1/1/2014 au 31/12/2014	
		valeur	% CA	valeur	% CA
	Note				
Chiffre d'affaires	7.1	189 880 702	100,00	180 896 131	100,00
Charges externes		-9 602 044	-5,06	-9 512 365	-5,26
Charges de personnel	7.2	-168 248 184	-88,61	-161 983 539	-89,55
Impôts et taxes et versements assimilés		-3 259 988	-1,72	-3 120 718	-1,73
Dotations - Reprises des Provisions		-477 752	-0,25	-422 815	-0,23
Autres produits et charges d'exploitation	7.3	1 641 100	0,86	1 421 635	0,79
Résultat opérationnel avant amortissements		9 933 834	5,23	7 278 329	4,02
Amortissements		-692 737	-0,36	-748 033	-0,41
Résultat opérationnel		9 241 097	4,87	6 530 296	3,61
Produits financiers divers	7.4	22 514	0,01	11 920	0,01
Charges d'intérêt	7.4	-699 675	-0,37	-521 719	-0,29
Résultat avant impôts		8 563 936	4,51	6 020 497	3,33
Charge d'impôt y compris CVAE	7.5	-2 292 904	-1,21	-1 886 406	-1,04
Résultat net		6 271 032	3,30	4 134 091	2,29
<i>dont attribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère</i>		6 173 995		3 934 485	
<i>dont attribuable aux intérêts minoritaires</i>		97 037		199 606	
Résultat net par action en Euros	7.6	2,38		1,55	
Résultat dilué par action en Euros	7.6	2,38		1,55	
Nombre d'actions		2 541 490		2 541 490	
Résultat net		6 271 032		4 134 091	
Autres éléments du résultat global de la période	7.7	340 913		5 152	
Effet impôt des autres éléments du résultat global de la période	7.7	0		37 000	
Résultat global de la période		6 611 945		4 176 243	
<i>dont attribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère</i>		6 469 961		3 969 271	
<i>dont attribuable aux intérêts minoritaires</i>		141 984		206 972	

Groupe D L S I

Exercice clos le 31 décembre 2015

Etat de la situation financière consolidée

<i>chiffres en Euros</i>	Note	au 31/12/2015	au 31/12/2014	Variation
ACTIF				
Goodwill	5.1.1	25 351 440	24 751 514	599 926
Immobilisations incorporelles	5.1.2	966 322	1 269 103	-302 781
Immobilisations corporelles	5.1.3	726 280	742 235	-15 955
Actifs financiers		43 259	43 259	0
Actifs d'impôts différés	7.5	472 381	742 660	-270 279
Autres Actifs non courants	5.1.4	992 701	1 066 678	-73 977
Total de l'Actif non courant		28 552 383	28 615 449	-63 066
Clients et comptes rattachés	5.2.1	42 489 100	39 268 553	3 220 547
Autres créances	5.2.1	7 077 863	11 224 933	-4 147 070
Actifs financiers courant	5.2.2	0	0	0
Trésorerie		7 647 340	8 509 499	-862 159
Total de l'actif courant		57 214 303	59 002 985	-1 788 682
Actifs en vue d'être cédés		0	0	0
Total de l'actif		85 766 686	87 618 434	-1 851 748

<i>chiffres en Euros</i>		au 31/12/2015	au 31/12/2014	Variation
PASSIF				
Capital		5 082 980	5 082 980	0
Réserves consolidées		18 693 774	15 047 865	3 645 909
Résultat de l'exercice		6 173 995	3 934 485	2 239 510
Capitaux Propres part du groupe		29 950 749	24 065 330	5 885 419
Intérêts minoritaires		810 624	821 962	-11 338
Capitaux Propres		30 761 373	24 887 292	5 874 081
Provisions non courantes	6.1.1	463 800	349 837	113 963
Impôts différés passifs	7.5	173 051	253 167	-80 116
Emprunt obligataire		0	0	0
Emprunts et dettes financières	6.1.2	0	170 077	-170 077
Passifs non courants		636 851	773 081	-136 230
Provisions d'exploitation	6.2.1	746 852	509 637	237 215
Emprunt obligataire				0
Emprunts et dettes financières	6.1.2	8 182 958	23 005 465	-14 822 507
Fournisseurs et rattachés	6.2.2	2 953 826	2 354 007	599 819
Dettes fiscales et sociales	6.2.2	38 668 685	33 394 649	5 274 036
Autres dettes	6.2.2	3 816 141	2 694 303	1 121 838
Passifs courants		54 368 462	61 958 061	-7 589 599
				0
Passifs en vue d'être cédés				
Total Capitaux Propres et Passif		85 766 686	87 618 434	-1 851 748

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE - IFRS 31/12/2015

Rubriques	31/12/2015	31/12/2014
Résultat net consolidé	6 271	4 134
+/- Dotations nettes aux amort. Et prov.	1 171	1 171
+/- Plus et moins values de cession	0	-2
Capacité d'autofinancement après coût de l'endet.	7 442	5 303
+ Coût de l'endettement financier net	677	510
+/- charge d'impôt (y compris impôts différés)	0	0
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endet.	8 119	5 813
- impôt versé	0	0
+/- variation du B.F.R. lié à l'activité	-8 123	-2 973
+/- Autres flux générés par l'activité	372	0
= FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE (D)	368	2 840
- décaissements liés aux acquisitions d'immob. Corp. Et incorp.	-1 028	-279
+ Encaissements liés aux remboursement de prêts	74	17
+/- Coût nets des regroupements d'entreprises	1 392	-117
+ dettes envers les cédants des entreprises acquises	0	0
+/- incidence des variations de périmètre	0	0
+/- décaissements nets liés au regroupement d'entreprises antérieurs	0	0
= FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INV.(E)	438	-379
- dividendes versés au cours de l'exercice	-738	-778
+ sommes reçues des actionnaires lors d'augment.	0	0
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts	3 811	3 400
- Remboursements d'emprunts	-11 429	-1 875
- Intérêts financiers nets versés	-677	-510
+/- Variation des encours liée aux créances cédées	7 261	1 814
+/- Variation des comptes courants	104	-141
= FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINAN.(F)	-1 668	1 910
= VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE H=(D+E+F)	-862	4 371
TRESORERIE D'OUVERTURE	8 509	4 138
	0	0
TRESORERIE DE CLOTURE	7 647	8 509
dont trésorerie et équivalent de trésorerie	7 647	8 509
dont découverts bancaires	0	0

Variation des capitaux propres consolidés

en €	Nombre d'actions	Capital	Résultat non distribué	Part du groupe	Part hors groupe	Capitaux propres
Capitaux Propres IFRS au 31/12/2013	2 541 490	5 082 980	15 634 621	20 717 601	816 327	21 533 928
Dividendes versés			-584 542	-584 542	-121 337	-705 879
Résultat net de l'exercice 2014			3 934 485	3 934 485	199 606	4 134 091
Autres éléments du résultat global			34 786	34 786	7 366	42 152
Rachat de minoritaires			-37 000	-37 000	-80 000	-117 000
Capitaux Propres IFRS au 31/12/2014	2 541 490	5 082 980	18 982 350	24 065 330	821 962	24 887 292
Dividendes versés			-584 542	-584 542	-153 322	-737 864
Résultat net de l'exercice 2015			6 173 995	6 173 995	97 037	6 271 032
Autres éléments du résultat global			295 966	295 966	44 947	340 913
Capitaux Propres IFRS au 31/12/2015	2 541 490	5 082 980	24 867 769	29 950 749	810 624	30 761 373

La totalité du capital social a été souscrit et libéré. Le montant nominal d'une action s'élève à 2€.

Les réserves consolidées au 31 décembre 2015 se décomposent comme suit :

Réserve légale	508 K€
Autres réserves et résultats cumulés	18 186 K€

En 2015, le Groupe a versé un dividende de 0,23 € par action.

GROUPE DLSI

I ANNEXE

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2015 Etablie selon les normes IFRS

1. Remarque liminaire

Les comptes du Groupe DLSI au 31 décembre 2015 ont été arrêtés par le Directoire le 30 mars 2016. Ces comptes ne seront définitifs qu'à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra le 24 juin 2016.

Le Groupe DLSI offre des services diversifiés dont le cœur de métier est le travail temporaire. DLSI ("la Société") est une entreprise domiciliée en France.

Nom de la société mère :	D L S I
Siège social :	Avenue Jean Eric Bousch 57600 FORBACH
Forme juridique :	S A à directoire et conseil de surveillance
SIREN :	389 486 754

La monnaie de présentation des comptes consolidés est l'euro.

Toutes les entreprises incluses dans le périmètre de consolidation ont établi leurs comptes sociaux annuels à la date du 31 décembre 2015.

2. Base de préparation des états financiers

2.1 Déclaration de conformité

Les états financiers du Groupe sont établis en conformité avec les normes "IFRS" (International Financial Reporting Standards) et les interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne. Les principes comptables retenus pour la préparation des états financiers au 31 décembre 2015 sont identiques à ceux appliqués pour la préparation des comptes consolidés au 31 décembre 2014, à l'exception de ceux relatifs à la nouvelle interprétation IFRIC 21 sur la comptabilisation des taxes et aux nouveaux amendements de normes "Améliorations Annuelles 2011-2013" applicables obligatoirement en 2015 et qui n'ont pas été appliqués par anticipation antérieurement. Ces nouveaux textes n'ont pas d'incidence significative sur les comptes consolidés. Enfin, le Groupe n'applique pas les textes suivants qui ne sont pas applicables en 2015 mais qui devraient être de manière obligatoire ultérieurement :

- IFRS 15 – Revenus provenant de contrats avec des clients (publié en mai 2014). Cette norme remplacera les normes IAS 18, Produits des activités ordinaires et IAS 11, Contrats de construction. Cette norme devrait être d'application obligatoire pour les exercices 2018 et suivants sous réserve de son adoption par l'Europe ;
- IFRS 9 – Instruments financiers (publiée en juillet 2014). Ce texte porte sur le classement et l'évaluation des instruments financiers, la dépréciation des actifs financiers et la comptabilité de couverture. Cette norme remplacera la norme IAS 39, Instruments financiers ; elle devrait être d'application obligatoire pour les exercices 2018 et suivants sous réserve de son adoption par l'Europe ;
- Amendements IFRS 11 – Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans des coentreprises (publiés en mai 2014) ;
- Amendements IAS 16 et IAS 38 – Clarification sur les méthodes d'amortissement acceptables (publiés en mai 2014) ;

Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats
Comptes consolidés et annexes du groupe Aéroports de Paris au 31 décembre 2015
Aéroports de Paris | 11

- Amendements Améliorations des IFRS 2012-2014 (publiés en septembre 2014) ;
- Amendements IAS 1 – Initiative concernant les informations à fournir (publiés en décembre 2014) ;
- Amendements à IAS 19 – Régimes à prestations définies, cotisations versées par les membres du personnel (publiés en novembre 2013) ;
- Amendements au titre des Améliorations Annuelles 2010-2012 (publiés en décembre 2013).

S'agissant des autres textes mentionnés ci-avant, ils ne devraient pas avoir d'incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe

3 - COMPARABILITE DES EXERCICES

3.1. FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

En 2015, dans un contexte économique en progression, le chiffre d'affaires du groupe DLSI a progressé de 5 % par rapport à 2014 ce qui démontre notre capacité d'adaptation et nous continuons à améliorer nos marges.

3.2. EVOLUTION DU PERIMETRE

En juillet 2015 le groupe a acquis 100 % du capital de la société C2A, basée à Annecy. Avec effet au 1^{er} décembre 2015 pour un montant total de K€ 2 117.

Du 1^{er} janvier au 30 novembre 2015, cette société a réalisé un chiffre d'affaires de K€ 6 541 et dégagé un résultat net de K€ 248, contribuant au chiffre d'affaires du groupe à hauteur de K€ 3 677 et au résultat du groupe à hauteur de - K€ 81 pour la période du 1^{er} juillet au 30 novembre 2015.

Conformément à la norme IFRS 3 "Regroupements d'Entreprises", le Groupe a procédé à l'évaluation de la juste valeur des actifs et passifs des entreprises acquises à la date d'acquisition. Les résultats de l'exercice d'allocation du coût d'acquisition se présentent ainsi :

Entité	C2A
Date d'acquisition	01/07/2015
Immobilisations incorporelles	-
Immobilisations corporelles	34
Actifs financiers non courants	3
Actifs d'impôt différé	-
Clients et comptes rattachés	1 772
Autres créances et charges constatées d'avance	157
Trésorerie et équivalent de trésorerie	1 066
Emprunts et dettes financières	- 3
Fournisseurs et comptes rattachés	- 32
Autres dettes et produits constatés d'avance	- 1604
Passif d'impôt différé	-
Clientèle nette d'impôt différé	-
Juste valeur des actifs nets identifiables	1 392
Quote-part détenue dans la JV des actifs nets identifiables	1 392
Coût d'acquisition	2 052
Clientèle	- 90
IDP sur clientèle	30
Goodwill	599

4. Principes et méthodes comptables

Les états financiers sont principalement basés sur le coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés, des actifs détenus à des fins de transaction et des actifs désignés comme étant disponibles à la vente dont la comptabilisation suit le modèle de la juste valeur.

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement. Les estimations effectuées concernent essentiellement la norme IAS 36 (notes 4.3.2).

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

4.1. Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles la société DLSI exerce le contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Le contrôle exclusif existe lorsque le groupe a le pouvoir de contrôler les politiques financières ou opérationnelles de manière à obtenir les avantages de leurs activités. Le contrôle est présumé exister lorsque le groupe détient directement ou indirectement plus de 50% des droits de vote. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux de la société mère, sur la base de méthodes comptables homogènes.

Tous les soldes et transactions intragroupe ainsi que les produits, les charges et les résultats latents qui sont compris dans la valeur comptable d'actifs, provenant de transactions internes, sont éliminés en totalité.

Au 31 décembre 2015, le périmètre de consolidation est constitué des sociétés suivantes :

Sociétés	Siège social		% de détention	Nature juridique	Méthode de consolidation
DLSI SA	FORBACH	Société mère	Société mère	SA	Intégration globale
DLSI Luxembourg SA	ESCH S/ALZETTE	A	100	SA	Intégration globale
DLSI GMBH	KLEINBLIEDERSTROFF	A	100	SARL	Intégration globale
PEMSA SA	LOCARNO (SUISSE)	01/07/2007	88,9	SA	Intégration globale
PEMSA VAUD SA	LAUSANNE (SUISSE)	01/07/2007	88,9	SA	Intégration globale
PEMSA GE SA	GENEVE (SUISSE)	01/07/2007	88,9	SA	Intégration globale
SELECT EMPLOI	LAUSANNE (SUISSE)	01/01/2011	88,9	SA	Intégration globale
MARINE INTERIM	FORBACH	01/02/2008	51	SAS	Intégration globale
DLSI POLSKA	GLIWICE	01/07/2008	50	SARL	Intégration globale
TERCIO	FORBACH	01/07/2011	100	SAS	Intégration globale

4.2. Date de clôture

Toutes les sociétés consolidées ont un exercice social de 12 mois et clôturent le 31 décembre.

4.3. Méthodes d'évaluation

4.3.1. Goodwill

Les goodwill résultant de regroupements d'entreprises représentent les paiements effectués par le groupe lors de l'acquisition d'une agence ou d'un groupe d'agences ou des titres d'une société exploitant une ou plusieurs agences en prévision d'avantages économiques futurs générés par des actifs qui ne peuvent pas être identifiés individuellement et comptabilisés séparément.

Jusqu'au 1^{er} janvier 2010, les goodwill étaient calculés par différence entre le coût d'acquisition, majoré des coûts directement attribuables à l'acquisition et la part du groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise à la date d'acquisition.

Pour les acquisitions postérieures au 1^{er} janvier 2010, les goodwill sont calculés par différence entre le coût d'acquisition, c'est-à-dire la considération transférée au vendeur, incluant la juste valeur des paiements conditionnels, et la part du groupe dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables de l'entité acquise à la date d'acquisition.

4.3.2 Dépréciations d'actifs

Les valeurs comptables des actifs du Groupe, autres que les stocks et les actifs d'impôt différé, sont examinées à chaque date de clôture afin d'apprécier s'il existe un quelconque indicateur qu'un actif a subi une perte potentielle de valeur. S'il existe un tel indicateur, la valeur recouvrable de l'actif est estimée.

Pour les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, la valeur recouvrable est estimée à chaque date de clôture.

Lorsque les actifs testés ne génèrent pas de flux de trésorerie indépendants, le plus petit groupe d'actifs incluant l'actif testé qui génère des flux de trésorerie indépendants est alors testé (unité génératrice de trésorerie).

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou de son unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable, la plus élevée de la valeur d'utilité et de la juste valeur diminuée des coûts de la vente. La valeur d'utilité de l'unité génératrice de trésorerie est déterminée sur la base d'une actualisation des flux de trésorerie générés par l'unité génératrice de trésorerie. Ces flux de trésorerie ont été déterminés sur les bases suivantes :

- le prévisionnel 2016, année de référence, établi par les commerciaux et validé par la direction,
- le résultat de l'agence sur les années passées pour estimer le % de rendement à venir
- une actualisation de 9,00% et une progression du chiffre d'affaires estimée pour les années suivant l'année de référence. Au-delà de 2019, le Groupe a appliqué un taux d'inflation de 1.5% aux projections de flux de trésorerie. Le taux d'actualisation correspond à : (coût des fonds propres soit 9.45 % x part des fonds propres soit 90 %) + (coût de la dette après impôt soit 3.85 % x part de la dette soit 10 %). Le coût des fonds propres correspond au taux d'intérêt de l'OAT à 10 ans, auquel s'ajoute une prime de marché actions et une prime de risque spécifique

Les tests de perte de valeur sont effectués au niveau de chaque unité génératrice de trésorerie. Ces dernières ont été alignées sur les agences ou des regroupements d'agences par zone géographique.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat. Une perte de valeur comptabilisée au titre d'une unité génératrice de trésorerie est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout écart d'acquisition affecté à l'unité génératrice de trésorerie, puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'unité.

Les tests de dépréciation réalisés à fin 2015 intègrent une hypothèse d'augmentation de l'activité globale en 2016 de l'ordre de 3.4 %.

Sur la base des tests de dépréciation effectués à fin 2015, aucune unité génératrice de trésorerie ne nécessite de dépréciation de ses actifs. Le CICE est intégré à hauteur de 100 % du crédit d'impôt estimé, soit 6 % en 2016 et les années à venir, en considérant que le dispositif sera maintenu au-delà de la période des prévisions détaillées. Une augmentation de 0.5% du taux d'actualisation ne nécessiterait pas de comptabiliser une dépréciation.

4.3.3. Immobilisations incorporelles

Les logiciels sont enregistrés à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition augmenté des coûts directement attribuables à la préparation de l'actif en vue de son utilisation prévue. Un amortissement est constaté sur les logiciels selon le mode linéaire et sur une durée n'excédant pas 3 ans.

Les immobilisations incorporelles comprennent également la clientèle acquise, amortie selon le mode linéaire et sur une durée n'excédant pas 7 ans.

En 2010, le nom commercial « EXESS INTERIM » a été reconnu pour 2 M€ dans le cadre de l'acquisition de cette entreprise, cette marque est amortie linéairement sur une période de 8 années.

4.3.4. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à l'actif du bilan selon les principes comptables suivants :

- comptabilisation à leur valeur d'acquisition (coût d'acquisition augmenté des coûts directement attribuables à la préparation de l'actif en vue de son utilisation prévue)
- amortissement calculé selon la méthode linéaire, fondée sur la durée estimée d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations.

Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou, le cas échéant, comptabilisés comme un actif séparé s'il est probable que des avantages économiques futurs associés à l'actif iront au groupe et que le coût de l'actif peut être mesuré de façon fiable. Tous les frais de réparation et de maintenance sont comptabilisés au compte de résultat au cours de la période durant laquelle ils sont encourus.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie d'utilité :

Agencements et aménagements.....	10 ans
Matériel de bureau et informatique.....	entre 3 ans et 5 ans
Mobilier de bureau.....	10 ans

Les coûts d'emprunt directement attribuable à un actif éligible sont comptabilisés en tant que composant du coût de l'actif.

4.3.5 Actifs financiers courants et non courants

Les actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction pour leur juste valeur majorée des coûts de transaction directement imputables à l'acquisition des actifs financiers (sauf pour la catégorie des actifs financiers évalués à leur juste valeur par le biais du compte de résultat).

Les actifs financiers sont sortis du bilan dès lors que les droits à flux futurs de trésorerie ont expiré ou ont été transférés à un tiers, que le Groupe a transféré l'essentiel des risques et avantages et qu'il n'a pas conservé le contrôle de ces actifs.

A la date de comptabilisation initiale le Groupe détermine, en fonction de la finalité de l'acquisition, la classification de l'actif financier dans l'une des quatre catégories prévues par la

norme IAS 39. A fin 2015, le Groupe a des actifs financiers relevant des catégories "Actifs financiers en juste valeur par le biais du compte de résultat" et "Prêts et Créances".

4.3.5.1 Actifs financiers en juste valeur par le biais du compte de résultat

La catégorie des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat comprend, d'une part les actifs financiers détenus à des fins de transaction, et d'autre part des actifs financiers désignés, lors de leur comptabilisation initiale, comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Les actifs financiers sont considérés comme détenus à des fins de transaction s'ils sont acquis en vue d'être revendus à court terme.

Il s'agit pour le Groupe de la trésorerie qui comprend les disponibilités. Les découverts bancaires figurent en dettes financières au passif du bilan.

Ces actifs financiers sont évalués à leur juste valeur par le biais du résultat.

4.3.5.2. Prêts et créances

Il s'agit pour le Groupe des autres actifs financiers non courants qui comprennent notamment des dépôts et cautionnements.

Ces prêts et créances sont valorisés à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale puis sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux effectif. Une dépréciation est enregistrée dès lors que la valeur recouvrable estimée est inférieure à la valeur comptable. La juste valeur correspond à la valeur nominale lorsque l'échéance de paiement n'est pas significative.

La valeur recouvrable des créances comptabilisées au coût amorti est égale à la valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine (c'est-à-dire au taux d'intérêt effectif calculé lors de la comptabilisation initiale). Les créances dont l'échéance est proche ne sont pas actualisées.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Pour les créances clients, cette provision correspond à la part hors taxes de la créance qui n'est pas couverte par l'assurance-crédit.

Les créances cédées en garantie du financement reçu sont conservées à l'actif et le financement correspondant est enregistré sous la rubrique « mobilisation de créances » au sein des emprunts et dettes à court terme.

4.3.6. Trésorerie

La rubrique « trésorerie » comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vues, les autres placements à court terme très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Les découverts bancaires figurent au passif courant en dettes financières tout comme les financements reçus dans le cadre de la mobilisation des créances.

4.3.7. Impôts différés et impôts sur les sociétés

En complément des impôts exigibles sont comptabilisés des impôts différés calculés sur les différences temporelles entre les bases fiscales et comptables des actifs et passifs.

S'ils sont débiteurs ils figurent en actif non courant, s'ils sont créditeurs ils figurent en passif non courant.

Les impôts différés actifs sont constatés s'il existe une réelle probabilité d'imputation sur les bénéfices imposables futurs. Les impôts différés comptabilisés sur les déficits reportables concernent MARINE INTERIM et s'élèvent à 98 K€ à fin 2015.

Les impôts différés ne sont pas actualisés.

Conformément à la pratique majoritaire des autres entreprises du secteur de l'intérim, la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) est présentée en impôts sur les sociétés.

4.3.8. Provisions

Des provisions sont constituées lorsqu'il existe à la date de clôture, une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé lorsqu'il est probable que le règlement devrait provoquer une sortie de ressources au bénéfice de tiers.

4.3.9. Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires correspond à la juste valeur des services vendus. Le chiffre d'affaires figure net de taxe sur la valeur ajoutée.

Les produits provenant des prestations de services sont comptabilisés dans le compte de résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation à la date de clôture. Le degré d'avancement est évalué par référence aux travaux exécutés.

4.3.10. Avantages au Personnel

Provisions pour indemnité de fin de carrière

Les indemnités de fin de carrière ont fait l'objet d'une provision calculée conformément aux préconisations de la norme IAS 19 ; il s'agit d'une méthode prospective avec calcul des droits au jour de la retraite ramené au prorata des droits acquis avec l'ancienneté au jour de la clôture. DLSI est soumis au régime à prestations définies.

Les salariés concernés par les indemnités de fin de carrière sont uniquement les cadres et employés, les intérimaires n'y ayant pas droits.

Ce calcul tient compte des paramètres financiers suivants :

- âge de départ 70 ans
- turn-over 2 %
- augmentation moyenne annuelle des salaires 2 %
- taux d'actualisation 2 %
- charges sociales 40 %
- tableau de mortalité différent pour les hommes et les femmes (TH002 et TF0002)

Les écarts actuariels sont comptabilisés pendant la période au cours de laquelle ils surviennent en autres éléments du résultat global.

Autres avantages à long terme

Le Groupe n'a pas d'obligation à long terme envers son personnel autres que les régimes de retraite.

4.3.11 Conversion des transactions en monnaies étrangères

Les états financiers des sociétés dont la monnaie fonctionnelle est différente de celle du Groupe sont convertis selon les méthodes suivantes :

- les postes du bilan sont convertis aux cours de clôture ;
- les postes du compte de résultat et du tableau des flux de trésorerie sont convertis aux cours moyens de l'exercice ;
- les différences de conversion sont portées directement dans les capitaux propres au sein du poste « différence de conversion ».

4.3.12 Dettes financières

Les emprunts et autres passifs porteurs d'intérêt sont initialement enregistrés pour leur juste valeur qui correspond au montant reçu, diminué des coûts de transaction directement attribuable aux emprunts concernés comme les primes et frais d'émission. Par la suite, ces emprunts sont comptabilisés selon la méthode du coût amorti en utilisant le taux d'intérêt effectif de l'emprunt.

Le taux effectif correspond au taux qui permet d'obtenir la valeur comptable d'un emprunt à l'origine en actualisant ses flux futurs estimés.

De même, les dettes fournisseurs sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

Les dettes financières dont l'échéance est supérieure à un an sont présentées en dettes financières non courantes. Les dettes financières dont la date de remboursement est inférieure à un an sont présentées en dettes financières courantes.

4.3.13 Information sectorielle

Le groupe n'a qu'une seule activité significative. Sur la base des critères d'IFRS 8, le groupe n'a pas identifié de secteurs opérationnels distincts.

5 – DETAIL DE L'ACTIF

5.1 Actif non courant

5.1.1 GOODWILL

(en €)	31.12.14	Augmentations	Diminutions	31.12.15
Valeur brute des GOODWILL	24 751 514	599 926	0	25 351 440
Dépréciation des GOODWILL	0	0	0	0
Valeur nette des GOODWILL	24 751 514	599 926	0	25 351 440

Les goodwill se ventilent comme suit :

en €	
Région	Valeur nette
ALSACE	477 534
ILE DE France	7 092 788
LORRAINE	761 194
LUXEMBOURG	1 126 084
NORD PAS DE CALAIS	1 541 842
NORMANDIE	2 213 384
PACA	4 700 773
PICARDIE	1 802 700
RHONES ALPES	2 535 430
SUISSE	3 099 711
TOTAL	25 351 440

5.1.2 Immobilisations incorporelles

en €		2013	Augmentation	Diminution	Variation périmètre	2014
Logiciels	Brut	505 571	197 724	36 160	0	667 135
	Amortissements	(488 068)	(46 809)	(34 407)	0	(500 470)
	Total	17 503	150 915	1 753	0	166 665
Marque	Brut	2 000 000	0	0	0	2 000 000
	Amortissements	(833 562)	(250 000)	0	0	(1 083 562)
	Total	1 166 438	(250 000)	0	0	916 438
Clientèle	Brut	1 866 000	0	0	0	1 866 000
	Amortissements	(1 519 000)	(161 000)	0	0	(1 680 000)
	Total	347 000	(161 000)	0	0	186 000
Total net		1 530 941	(260 085)	(1 753)	0	1 269 103

en €		2014	Augmentation	Diminution	Variation périmètre	2015
Logiciels	Brut	667 135	3 000	0	0	670 135
	Amortissements	(500 470)	(50 781)	0	0	(551 251)
	Total	166 665	(-47 781)	0	0	118 884
Marque	Brut	2 000 000	0	0	0	2 000 000
	Amortissements	(1 083 562)	(250 000)	0	0	(1 333 562)
	Total	916 438	(250 000)	0	0	666 438
Clientèle	Brut	1 866 000	90 000	0	0	1 956 000
	Amortissements	(1 680 000)	(95 000)	0	0	(1 775 000)
	Total	186 000	(5 000)	0	0	181 000
Total net		1 269 103	(-302 781)	0	0	966 322

5.1.3 Immobilisations Corporelles

Autres immobilisations corporelles	2013	Augmentation	Diminution	Variation périmètre	2014
Brut	3 889 823	228 691	306 292		3 812 222
Amortissements	(3 089 350)	(289 972)	(306 292)		(3 073 030)
Immobilisation en cours	170 448	3 043	170 448		3 043
Net	970 921	(-58 238)	(170 448)	0	742 235
Autres immobilisations corporelles	2014	Augmentation	Diminution	Variation périmètre	2015
Brut	3 812 222	97 628	107 924		3 801 926
Amortissements	(3 073 030)	(122 617)	(92 693)		(3 102 954)
Immobilisation en cours	3 043	27 308	3 043		27 308
Net	742 235	2319	18274	0	726 280

5.1.4 Autres actifs non courants

Les autres actifs non courants au 31 décembre 2015 se composent comme suit :

	En €
Socamett	26 984
Prêts au personnel	36 740
Dépôts et cautionnements	786 961
Prêts 1% constructions	142 016
	992 701

Les dépôts et cautions portent sur les baux commerciaux, ainsi que sur la garantie délivrée aux entreprises de travail temporaire au Luxembourg pour un montant de 367 k€, qui est assurée par des dépôts bancaires en tant que caution donnée au Ministère du Travail. Ces dépôts bancaires sont rémunérés au taux variable d'environ 0.30 %.

5.2. Actif courant

5.2.1 Créances

En €	Montant brut	Provisions	Montant net à fin 2015
Créances clients et comptes rattachés	43 019 855	530 755	42 489 100
Autres créances	7 126 663	48 800	7 077 863
TOTAL	50 146 518	579 555	49 566 963

En €	Montant brut	Provisions	Montant net à fin 2014
Créances clients et comptes rattachés	39 586 695	318 142	39 268 553
Autres créances	11 273 733	48 800	11 224 933
TOTAL	50 860 428	366 942	50 493 486

Les créances cédées en garantie du financement reçu sont conservées à l'actif et le financement correspondant est enregistré sous la rubrique « mobilisation de créances » (emprunts et dettes financières à court terme). Nos créances sont couvertes par des assurances crédit.

Les autres créances comprennent notamment des produits à recevoir au titre de la formation pour 285 K€, des charges comptabilisées d'avance pour 579 K€, des créances fiscales et sociales pour 4 957K€ (comprenant des créances d'impôts courant pour K€ 3 189), ainsi que 1256 k€ de débiteurs divers.

5.2.2 Actifs financiers courants

Néant au 31 décembre 2015

6. DETAIL DU PASSIF

6.1. Passifs non courants

6.1.1 Provisions non courantes

Les provisions non courantes concernent les provisions pour retraites pour un montant de 463 800 €. Voir explications données au paragraphe 4.3.10

Provisions non courantes	2014	Dotations de l'exercice	Modification taux d'actualisation	Reprises non utilisées de l'exercice	2015
Provisions pour avantages au personnel	349 838	105 008	9 526	572	463 800
Total	349 818				463 800

Provisions non courantes	2013	Dotations de l'exercice	Modification taux d'actualisation	Reprises non utilisées de l'exercice	2014
Provisions pour avantages au personnel	218 342	5 742	125 754		349 838
Total	218 342	5 742	125 754		349 818

6.1.2 Emprunts et dettes financières

Ce montant représente la part à plus d'un an des emprunts et dettes financières à plus d'un an à l'origine.

Les emprunts et dettes financières s'analysent ainsi à la clôture :

(en k€)	31.12.15	Part non courante	Part courante	31.12.14	Part non courante	Part courante
Emprunts bancaires	856	0	856	2 574	170	2 404
Dépôts et cautionnements reçus	0		0	0		0
Autres emprunts et dettes assimilées	2 862		2 862	8 861		8 861
Intérêts courus non échus	1		1	7		7
Concours bancaires courants (y compris mobilisations de créances)	4 464		4 464	11 733		11 733
Emprunts et dettes financières hors dérivés						
Instruments financiers dérivés passif						
Total Emprunts et dettes financières	8 183	0	8 183	23 175	170	23 005

L'endettement financier net tel que défini par le groupe DLSI correspond aux montants figurant au passif du bilan sous les postes emprunts et dettes financières à long terme et emprunts et dettes financières à court terme, diminués des instruments dérivés actif et de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

A fin 2014, la part préfinancée du CICE était présentée à l'actif, en autres créances pour 5 900 K€ et au passif pour compte de dettes financières pour le même montant.
A fin 2015, la part du CICE préfinancée auprès de la BPI a été compensée pour 9 711 K€.

Cet endettement financier net se présente ainsi à la clôture :

(en €)	31/12/2015	Part non courante	Part courante	31.12.14	Part non courante	Part courante
Emprunts et dettes financières	8 183	0	8 183	23 175	170	23 005
Instruments financiers dérivés actif						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 647	0	7 647	8 510	0	8 510
Endettement financier net	-536	0	-536	-14 665	170	-14 495

6.2. Passifs courants

6.2.1 Provisions d'exploitation

Les provisions d'exploitation concernent les litiges sociaux ainsi qu'avec l'URSSAF

Provision d'exploitation	2014	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées	2015
Autres provisions	544 683	287 169	85 000	0	746 852
Total	544 683	287 169	85 000	0	746 852

Provision d'exploitation	2013	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées	2014
Autres provisions	35 992	475 000	1 355	0	509 637
Total	35 992	475 000	1 355	0	509 637

Suite à un contrôle URSSAF, un redressement de 857 K€ a été notifié en 2014 dont une partie a été acceptée. Le comité amiable de l'URSSAF a partiellement accepté notre contestation pour 45 K€ début 2016, portant le litige résiduel à 632 K€. A fin 2015, la provision de 400 K€ comptabilisée en 2014 a été maintenue.

6.2.2 Autres passifs

Les autres passifs se décomposent comme suit au 31 décembre 2015 :

En €

DETTES AU 31 décembre 2015	Part courante	Part non courante	Total	Garantie	montant
Emprunts	855 511	0	855 511	voir § 9	
Mobilisation de créances	4 445 815		4 445 815	créances	11 792 891
Découverts	19 423		19 423		
Autres dettes financières	2 862 209		2 862 209		
Emprunts et dettes financières	8 182 958	0	8 182 958		
Dettes fournisseurs	2 953 826		2 953 826		
Dettes fiscales et sociales	38 668 685		38 668 685		
Autres dettes	3 816 141		3 816 141		
TOTAL	53 621 610	0	53 621 610		

La différence entre la mobilisation de créances pour K€ 4 445 et le montant des créances données en garantie pour K€ 11 793, s'explique par le fonds de Garantie pour K€ 1 177, le disponible pour K€ 4 656 et les remontées des règlements des derniers jours pour K€ 1 586.

Les autres passifs se décomposent comme suit au 31 décembre 2014 :

DETTES AU 31 décembre 2014	Part courante	Part non courante	Total	Garantie	montant
Emprunts	2 403 753	170 077	2 573 830	voir § 9	
Mobilisation de créances	11 732 565		11 732 565	créances	20 470 000
Découverts	6 505		6 505		
Autres dettes financières	8 862 642		8 862 642		
Emprunts et dettes financières	23 005 465	170 077	23 175 542		
Dettes fournisseurs	2 354 007		2 354 007		
Dettes fiscales et sociales	33 394 649		33 394 649		
Autres dettes	2 694 303		2 694 303		
TOTAL	61 448 424	170 077	61 618 501		

7. DETAIL DU COMPTE DE RESULTAT

7.1. Chiffre d'affaires par pays

	2015	2014
	K€	K€
CA France	133 202	128 512
CA Allemagne	7 387	7 504
CA Luxembourg	5 838	7 052
CA Suisse	43 426	37 745
CA Pologne	28	83
TOTAL	189 881	180 896

7.2. Charges de personnel et ventilation des effectifs

Ventilation	31/12/2015	31/12/2014
Dirigeant	1	1
Cadres	68	65
Employés	146	142
Intérimaires	4011	3814
Effectif total	4226	4022

Le calcul des effectifs moyen est déterminé de la manière suivante :
 Pour la France le nombre de salariés est égale au nombre d'heures prestées / 12 / 140 heures
 Pour l'Allemagne le nombre de salariés est égale au nombre d'heures prestées / 12 / 160 heures
 Pour le Luxembourg le nombre de salariés est égale au nombre d'heures prestées / 12 / 160 heures

Les charges de personnel s'élèvent à 136 122 K€ de salaires et traitements, et 32 126 K€ de charges sociales soit un montant total de 168 248 K€.

7.2.1. Imputation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'Emploi (CICE)

Le CICE de l'exercice 2015 a été imputé au crédit du compte "Charges de personnel" et au débit d'un compte "Impôts"

7.3. Autres produits et charges d'exploitation

	2015	2014
Formation	1 217 315	1 274 756
Transfert de charges	349 158	339 751
Avantages en natures	347 124	325 978
Pertes nettes sur créances	-471 146	-315 651
Autres produits/charges nets	198 649	-203 199
Total des autres produits et charges d'exploitation	1 641 100	1 421 635

Les transferts de charges incluent principalement les remboursements des salaires maintenus des intérimaires par les organismes.

7.4. Autres produits et charges financières

	2015	2014
Produits financiers divers	22 514	11 920
Total Produits financiers	22 514	11 920
Charges d'intérêts	-489 743	-521 719
Pertes de change	-210 781	0
Total Charges financières	-699 675	-521 719
Autres produits et charges financiers	722 189	533 639

7.5. Charges d'impôts

- La charge d'impôt se décompose comme suit :

	2015	2014
Impôt courant	-2 201 330	-2 136 954
Impôt différé	-91 574	250 548
TOTAL	- 2 292 904	- 1 886 406

En 2015, les impôts courants incluent la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises pour un montant de 1 782 K€ contre 1 803 K€ en 2014.

- Preuve d'impôts sur les Bénéfices 2015

(En K€)

Résultat avant impôt	8 564	
Impôt à 331/3%	2 855	
Impôts comptabilisés IFRS	2 293	
Différence		-562
<i>Analyse de la différence</i>		
Différences de taux d'imposition	-136	
Différences Permanentes	0	
Contribution sur la valeur ajoutée (CVAE)	1 782	
Effet IS de la CVAE	-594	
CICE	0	
Effet IS du CICE	-1 510	
Contrôle fiscal	0	
Taxe de 3% s/dividendes	6	
Effet IDR	0	
Autres	-110	
Total des Différences		-562

- Preuve d'impôts sur les Bénéfices 2014

(En K€)

Résultat avant impôt	6 020	
Impôt à 331/3%	2 007	
Impôts comptabilisés IFRS	1 886	
Différence		-121
<i>Analyse de la différence</i>		
Différences de taux d'imposition	-268	
Différences Permanentes	0	
Contribution sur la valeur ajoutée (CVAE)	1 803	
Effet IS de la CVAE	-601	
CICE	0	
Effet IS du CICE	-1 385	
Contrôle fiscal	176	
Taxe de 3% s/dividendes	6	
Effet IDR	44	
Autres	104	
Total des Différences		-121

Actifs et passifs d'impôts différés ventilés par catégories

Au bilan, les actifs et passifs d'impôts différés se présentent comme suit :

En K€	2015	2014
Au titre des différences temporelles déductibles		
<i>Organic</i>	59	64
<i>Participation des salariés</i>	6	0
<i>Frais d'acquisition non encore déduits</i>	0	0
<i>Deficits reportables</i>	33	273
<i>Indemnités fin de carrière</i>	127	113
<i>Provision VMP</i>	30	30
<i>Divers</i>	217	263
Au titre des différences temporelles imposables		
<i>Amortissement dérogatoires</i>		0
<i>Relation clientèle</i>	(32)	(63)
<i>Provision déductible Pensa</i>	(141)	(190)
<i>Divers</i>	0	0
Actifs (passifs) d'impôts différés	299	490
Impôts différés actifs	472	743
Impôts différés passifs	(173)	(253)

7.6. Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation.

	2015	2014
Résultat en € (part du groupe)	6 173 995	3 934 485
Nombre d'actions	2 541 490	2 541 490
Résultat de base par action (en euros)	2,43	1,55
Nombre d'actions gratuites potentielles	0	0
Résultat dilué par action (en euros)	2,43	1,55

7.7. Etat du résultat global

Le résultat global est lié aux variations de change, en particulier avec le franc suisse, et au changement de taux d'actualisation des indemnités de départ à la retraite.

8. PARTIES LIEES

8.1 Rémunération des administrateurs et dirigeants mandataires sociaux

Au titre des exercices clos les 31 décembre 2014 et 2015, la rémunération des administrateurs et dirigeants mandataires sociaux a été la suivante :

Nom	Fonction	Années	Rémunération fixe	Rémunération variable	Jetons de présence	Avantages en nature	Régimes complémentaires de retraite	Total
Raymond DOUDOT	Président conseil de surveillance	2014			120 000	0		120 000
Laurent Lutz	Membre du Conseil de surveillance	2014	62 247		4 000	5 820		72 067
Jean-Marie NANTERN	Membre du Conseil de surveillance	2014	89 883		4 000	5 928		99 811
Thierry DOUDOT	Président du directoire	2014	117 000			5 825		122 825
Véronique LUTZ	Membre du directoire	2014	0			0		0
Total		2014	269 130		128 000	17 573		414 703

Nom	Fonction	Années	Rémunération fixe	Rémunération variable	Jetons de présence	Avantages en nature	Régimes complémentaires de retraite	Total
Raymond DOUDOT	Président conseil de surveillance	2015			120 000	0		120 000
Laurent Lutz	Membre du Conseil de surveillance	2015	62 725		4 000	5 820		72 545
Jean-Marie NANTERN	Membre du Conseil de surveillance	2015	93 235		4 000	5 928		103 163
Thierry DOUDOT	Président du directoire	2015	127 000			5 825		132 825
Total		2015	282 960		128 000	17 573		428 533

Les administrateurs et dirigeants mandataires sociaux de D.L.S.I. ne perçoivent aucune rémunération de la société RAY INTERNATIONAL S.A., actionnaire majoritaire de D.L.S.I. D.L.S.I. n'a pris aucun engagement de quelque nature que ce soit au bénéfice de ses mandataires sociaux correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de ces fonctions ou postérieurement à celles-ci. Aucune action gratuite n'est prévue pour les organes de Direction.

8.2 Relations avec les parties liées

En euros	2015	
	Produits	Charges
Ray International SA	-	40 000
Total	-	40 000

En euros	2014	
	Produits	Charges
Ray International SA	-	0
Total	-	0

A fin 2015, la dette envers Ray International s'élève à 2 862 K€ (versus 2 967 K€ à fin 2014)

Les ventes et les achats avec les parties liées sont réalisés aux prix de marché. Les soldes en cours à la fin de l'exercice ne sont ni garantis; ni porteurs d'intérêts et les règlements se font en trésorerie. Il n'y a pas eu de garantie fournie ou reçue pour les créances et les dettes sur les parties liées.

9. ENGAGEMENTS HORS BILAN

9.1. Engagements reçus

- Garanties d'Actif et de Passif

Pour l'acquisition des sociétés GI -V et CH -V, les précédents actionnaires (SERFIV) ont consentie des garanties d'actif et de passif. Une garantie autonome de paiement nous a été remise avec les montants suivants :

Pour GI -V : 25000 € jusqu'au 31 décembre 2015.

Pour CH -V : 25000 € jusqu'au 31 décembre 2015.

Pour l'acquisition de la société MT INTERIM, l'ancien actionnaire (Mr TORIL) a consentie des garanties d'actif passif. Une Garantie bancaire à première demande nous a été remise avec les montants suivants :

Une garantie de 200 000 € valable jusqu'au 31 décembre 2015.

Pour l'acquisition de la société C2A CONSEIL en juillet 2015, la précédente actionnaire (Madame AYEL) a consentie des garanties d'actif et de passif. Une garantie autonome de paiement nous a été remise avec les montants suivants :

- Une garantie de 300 000 € valable jusqu'au 30 juin 2016
- Une garantie de 200 000 € valable du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017
- Une garantie de 100 000 € valable du 1^{er} juillet 2016 au 31 décembre 2018

9.2. Engagements donnés

ENGAGEMENTS FINANCIERS 2015

Nantissement des fonds de commerce

Le CIC EST et la BPLC, ont nanti les fonds de commerce de nos agences provenant des fonds d'ALARYS et des fonds d'EXESS, en contrepartie du prêt de 7 250 000 €, la valeur des fonds est de 6 600 000€

Montant restant dû au 31.12.2015 : 685 500 €
Pour un montant initial de 7 250 000 €

Le Crédit agricole a nanti le fonds de commerce de DLSI, en contrepartie d'un prêt de 1 Million d'Euros, la valeur du fonds est de 1 000 000€.

Montant restant dû au 31.12.2015 : 170 010 €
Pour un montant initial de 1 000 000 €

DLSI SA s'est portée caution, sur un découvert autorisé de trésorerie à la société DLSI Luxembourg SA, au profit de la BGL BNP PARIBAS pour 100 k€. Une banque s'est porté garante de DLSI Luxembourg à concurrence de K€ 1 370 envers le ministère du Travail et de l'Emploi luxembourgeois ainsi qu'à concurrence de K€ 9 envers un bailleur. Ces engagements bancaires sont garantis par des sûretés conférées sur les comptes de la société ouverts auprès de cette banque et présentant au 31 décembre 2015 un solde de K€ 367.

9.3 Engagement sur locations simples

Désignation	- 1 AN	+ 1 an - 5 ans	+ 5 ans
BAUX	1 430 895	1 463 036	0

Les baux concernent les locaux des agences et du siège et sont signés pour une période de 9 ans. Les engagements notés ci-dessus excluent les renouvellements et les ruptures triennales.

Au total, la charge de loyer encourue par le groupe au titre de l'exercice 2015 s'est élevé à K€ 1 431.

10. Honoraires des commissaires aux comptes

En €	Année 2015		Année 2014	
	Ernst & Young	Account Audit	Ernst & Young	Account Audit
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés - Société mère - Filiales intégrées globalement	38 000	38 000	37 500	37 500
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes - Société mère - Filiales intégrées globalement				
Total	38 000	38 000	37 500	37 500

11. Evénements postérieurs

Sur l'exercice en cours aucun événement à ce jour n'est connu, pouvant remettre en cause les résultats de l'exercice 2015 ni une dégradation de l'exercice 2016.

12. catégories d'actifs et de passifs financiers

en K€	Ventilation par catégories d'instruments financiers					
	Au 31.12.2015	Juste valeur par résultat (1)	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés de couverture
Autres actifs financiers	993			993		
Clients et comptes rattachés	42 489			42 489		
Autres créances et charges constatées d'avance	7 078			7 078		
Autres actifs financiers courants						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 847	7 847				
Total des actifs financiers	58 207	7 847		50 560		
Emprunts et dettes financières à long terme	-				-	
Fournisseurs et comptes rattachés	2 954				2 954	
Autres dettes et produits constatés d'avance	42 485				42 485	
Emprunts et dettes financières à court terme	8 183	8 183				
Total des passifs financiers	53 622	8 183			45 439	

(1) désignés comme tel à l'origine

en K€	Ventilation par catégories d'instruments financiers					
	Au 31.12.2014	Juste valeur par résultat (1)	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés de couverture
Autres actifs financiers	1 067			1 067		
Clients et comptes rattachés	39 288			39 288		
Autres créances et charges constatées d'avance	11 225			11 225		
Autres actifs financiers courants						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8 509	8 509				
Total des actifs financiers	60 069	8 509		61 560		
Emprunts et dettes financières à long terme	170				170	
Fournisseurs et comptes rattachés	2 354				2 354	
Autres dettes et produits constatés d'avance	36 089				36 089	
Emprunts et dettes financières à court terme	23 005	14 531			8 474	
Total des passifs financiers	61 618	14 531			47 087	

(1) désignés comme tel à l'origine

La juste valeur des actifs et passifs au coût amorti n'est pas significativement différente de leur valeur comptable.

13. Gestion du risque financier

13.1 Introduction

Les principaux passifs financiers du Groupe sont constitués d'emprunts et de découverts bancaires et de dettes fiscales et sociales. L'objectif principal de ces passifs financiers est de financer les activités opérationnelles du Groupe. Le Groupe détient d'autres actifs financiers tels que des créances clients, de la trésorerie et des dépôts à court terme qui sont générés directement par ses activités.

A ce jour, le Groupe n'a pas contracté d'instruments dérivés, tels des swaps de taux d'intérêt.

Les risques principaux attachés aux instruments financiers du Groupe sont :

- le risque de crédit
- le risque de liquidité
- le risque de marché

Cette note présente des informations sur l'exposition du Groupe à chacun des risques ci-dessus, ses objectifs, sa politique et ses procédures de mesure et de gestion des risques, ainsi que sa gestion du capital. Des informations quantitatives figurent à d'autres endroits dans les états financiers consolidés.

Il incombe au Conseil de Direction de définir et superviser le cadre de la gestion des risques du Groupe. La politique de gestion des risques du Groupe a pour objectif d'identifier et d'analyser les risques auxquels le Groupe doit faire face, de définir les limites dans lesquelles les risques doivent se situer et les contrôles à mettre en œuvre, de gérer les risques et de veiller au respect des limites définies.

13.2 Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque provient essentiellement des créances clients et des titres de placement.

13.2.1 Clients et autres débiteurs

La politique du groupe est de vérifier la santé financière de tous les clients qui souhaitent obtenir des conditions de paiement à crédit.

Les contrats passés entre DLSI et ses clients font l'objet de garantie, une demande de couverture d'assurance-crédit est systématiquement demandée auprès de nos assureurs et uniquement après avoir obtenu un encours le personnel est mis à disposition.

De plus, les soldes clients font l'objet d'un suivi permanent. Par conséquent l'exposition du Groupe aux créances irrécouvrables n'est pas significative.

L'exposition du Groupe au risque de crédit est influencée principalement par les caractéristiques individuelles des clients. Aucun client ne représentant plus de 2 % des produits du Groupe, il n'y a pas de concentration du risque de crédit. Les éléments quantitatifs concernant les créances commerciales ainsi que l'antériorité des créances courantes sont précisés en note 13.2.4.

Le Groupe détermine un niveau de dépréciation qui représente son estimation des pertes encourues relatives aux créances clients et autres débiteurs ainsi qu'aux placements. La principale composante de cette dépréciation correspond à des pertes spécifiques liées à des risques significatifs individualisés.

13.2.2 Placements

Concernant le risque de crédit relatif aux autres actifs financiers du Groupe (trésorerie, équivalents de trésorerie), DLSI place ses excédents de trésorerie au travers d'un placement de sicav financière au jour le jour et de manière délocalisée à savoir directement par la BPLC en temps réel. Le risque de contrepartie lié à ces placements est considéré comme marginal.

13.2.3 Garanties

La politique du Groupe est de n'accorder aucune garantie financière à des sociétés ne faisant pas partie à 100 % du Groupe.

13.2.4 Exposition au risque de crédit

A fin 2014, la part préfinancée du CICE était présentée à l'actif, en autres créances pour 5 900 K€ et au passif pour compte de dettes financières pour le même montant.
A fin 2015, la part du CICE préfinancée auprès de la BPI a été compensée pour 9 711 K€.

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit. L'exposition maximale au risque de crédit à la date de clôture est la suivante:

en k€	Au 31.12.2015	Au 31.12.2014
prêts et créances	49 567	50 493
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 647	8 509
Total des actifs financiers courants	57 214	59 002

L'antériorité des créances courantes se présente ainsi au 31 décembre 2015

en k€	Au 31.12.2015
Créances non échues	37 836
Créances échues et non dépréciées	11 731
- Depuis 1 à 30 jours	8 842
- Depuis 31 à 90 jours	2 791
- Depuis 91 à 180 jours	98
- Depuis 181 à 360 jours	-
- Depuis plus de 360 jours	-
Total	49 567

13.3 Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que le Groupe éprouve des difficultés à honorer ses dettes lorsque celles-ci arriveront à échéance.

La trésorerie est suivie quotidiennement. Ayant une politique rigoureuse et journalière de notre trésorerie, les risques et tensions sont peu probables, car notre groupe a peu d'engagement hors activité normale.

en k€	Montant au bilan au 31.12.2015	Total des échéances contractuell es au 31.12.2015	0-1 an	1-2 ans	2-3 ans	3-4 ans	4-5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts bancaires	856	856	856	-	-	-	-	-
Participation	-	-	-	-	-	-	-	-
comptes-courants	2 862	2 862	2 862	-	-	-	-	-
concours bancaires courants	4 465	4 465	4 465	-	-	-	-	-
Total emprunts et dettes fina	8 183	8 183	8 183	-	-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattac	2 954	2 954	2 954	-	-	-	-	-
Autres dettes et produits const:	42 485	42 485	42 485	-	-	-	-	-
Total	53 622	53 622	53 622	-	-	-	-	-

L'échéancier des prêts et créances se présente ainsi au 31 décembre 2015 :

en k€	Total des échéances contractuelles au 31.12.2015	0-1 an	1-2 ans	2-3 ans	3-4 ans	4-5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations	-			-			
prêts	179	-	179				
Comptes courants	583	583					
Dépôts et cautionnement	814		814				
Clients et comptes rattachés	42 489	42 489					
Autres créances	6 493	6 493					
Total	49 975	48 982	993				

13.4 Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que des variations de prix de marché, tels que les cours de change, les taux d'intérêt et les prix des instruments de capitaux propres, affectent le résultat du Groupe ou la valeur des instruments financiers détenus. La gestion du risque de marché a pour objectif de gérer et contrôler les expositions au risque de marché dans des limites acceptables, tout en optimisant le couple rentabilité / risque.

13.4.1 Risque de taux d'intérêt

En complément de sa capacité d'autofinancement, DLSI a recours à l'endettement pour financer son programme d'acquisitions.

Le risque de taux relatif à la dette n'est pas très significatif à ce jour. Les emprunts sont réalisés sur une période de 60 mois et les derniers emprunts se terminent le 30 juin 2016.

13.4.2 Risque de change

D'une façon générale, le Groupe est peu exposé aux risques de change

Les monnaies dans lesquelles les transactions sont essentiellement libellées sont l'euro et le CHF, ainsi que le Zloty.

D'une manière générale, nous recherchons toujours le taux de financement interbancaire le plus intéressant et dans une monnaie dont nous disposons des avoirs.

La répartition par devises des actifs financiers, nets des passifs financiers, est la suivante :

Euros : en K€ 0
 CHF : en KCHF 810

14. Gestion du capital

La politique du Groupe consiste à maintenir un financement par capitaux propres important, afin de soutenir le développement futur de l'activité. Le Directoire sous le contrôle du Conseil de surveillance, veille au niveau des dividendes versés aux porteurs d'actions ordinaires.

Le Groupe gère son capital dans l'esprit de rémunérer les actionnaires et d'assurer un équilibre raisonnable entre les capitaux propres et l'endettement financier.

L'endettement financier net tel que défini par le groupe correspond aux montants figurant au passif du bilan sous les postes emprunts et dettes financières à long terme et emprunts et dettes financières à court terme, diminués de la trésorerie.

Le ratio d'endettement net de 0,59 en 2014 est passé à 0,02 en 2015

Durant l'exercice, le Groupe n'a pas modifié sa politique en matière de gestion du capital.

Ni la société, ni ses filiales ne sont soumises, en vertu de règles extérieures, à des exigences spécifiques.